

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SODIEN

Chemin de la Rente de la Cras
21000 Dijon

Références : 2022-466
Code AIOT : 0005425674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement SODIEN implanté 22, rue des valendons 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODIEN
- 22, rue des valendons 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005425674
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La chaufferie des Valendons est une chaufferie urbaine qui alimente le réseau de chaleur situé au Sud Est de Dijon (quartier des Valendons, de Fontaine d'Ouche et ville de Chenôve).

La chaufferie des Valendons est composée de deux chaudières biomasse d'une puissance unitaire de 8,77 MW, d'une chaudière biomasse d'une puissance de 4,1 MW et d'une chaudière gaz d'une puissance de 10,5 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- air
- actions nationales 2022 – Rejets dans l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Assurance qualité mesure en continu - QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Assurance qualité mesure en continu - QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	/	Sans objet
4	Assurance qualité mesure en continu - QAL3 et AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	/	Sans objet
6	Auto surveillance des rejets atmosphériques – Mesure annuelle	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.1.1	/	Sans objet
8	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.1.1.	/	Sans objet
9	Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.3.1	/	Sans objet
12	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.7.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Auto surveillance des rejets atmosphériques - Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.1.1	/	Sans objet
5	Conditions de respect des VLE des rejets atmosphériques - mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 82	/	Sans objet
7	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
10	Respect des VLE des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.3.9.1 et 4.3.11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Transport des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de faire le point sur les suites données aux constats de la précédente visite, réalisée en 2019.

Depuis cette visite, la baie d'analyse des chaudières biomasse a été remplacée, par conséquent certaines observations ou non conformités relevées lors de l'inspection de 2019 sont devenues sans objet. Par ailleurs, l'exploitant a apporté des éléments de réponse par courrier du 10/07/2019.

Ainsi, seuls les points nécessitant des précisions ont été contrôlés lors de la présente visite.

Il en ressort que :

- des précisions sont nécessaires pour s'assurer de l'adéquation de la nouvelle baie d'analyse mise en place fin 2020 pour la mesure en continu des rejets atmosphériques des chaudières biomasse ;
- la baie d'analyse des rejets atmosphériques de la chaudière gaz va être remplacée ;
- le prélèvement en eau dépasse nettement le volume autorisé, ceci étant notamment lié à une modification apportée au réseau de chaleur desservi par la chaufferie des Valendons, la modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet ;
- certains paramètres n'ont pas fait l'objet des contrôles prévus par l'arrêté préfectoral en 2020 et 2021 sur les rejets d'eaux industrielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Auto surveillance des rejets atmosphériques - Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : [Mesure en continu sur les paramètres : Chaudières biomasse : débit, température, pression des gaz résiduels, teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, O₂, CO, Poussières, NO_x, SO₂* *cette mesure en continu n'est pas obligatoire si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites. Si elle n'est pas réalisée une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Chaudière gaz : débit, température, pression des gaz résiduels, teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, O₂, CO, NO_x, SO₂* *la mesure de la concentration en SO₂ peut ne pas être mesurée en continu dans le cas où : - une mesure semestrielle est effectuée et ; - une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation est réalisée.]</p> <p>Constats : Lors de la visite du 26/03/2019, la non-conformité suivante a été relevée : L'exploitant n'effectue pas de mesure en continu du débit des rejets atmosphériques des chaudières biomasse et gaz, contrairement aux exigences de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2014. L'exploitant doit également justifier que la mesure de la teneur en vapeur d'eau dans les rejets n'est pas nécessaire pour exprimer les résultats de la mesure des poussières par les opacimètres sur gaz secs.</p> <p>Par courrier du 10/07/2019, l'exploitant a indiqué que l'instrumentation de la baie d'analyse n'était pas adaptée pour effectuer ces mesures, et que par conséquent il allait procéder au remplacement du matériel non adapté (nouvelle baie).</p> <p>Lors de la visite du 18/11/2022, l'exploitant a indiqué que la baie d'analyse des chaudières biomasse a été remplacée fin 2020 par un modèle adapté au suivi en continu à réaliser (modèle EasyLine EL3200), mais nécessitant également un QAL2 annuel (contre un QAL2 mensuel pour l'ancienne baie d'analyse). La surveillance en continu est désormais réalisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Assurance qualité mesure en continu - QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p>

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la baie d'analyse a été remplacée par une nouvelle baie d'analyse fin 2020.

L'exploitant a transmis le certificat QAL1 (ref. 0000059872_02, émis par le TUV Rheinland le 16/02/2022, valable jusqu'au 01/03/2027, remplaçant le certificat 2664463ts du 20/01/2017 en vigueur lors de la mise en place de la baie d'analyse) correspondant au modèle de la baie d'analyse mis en place pour la mesure en continu des chaudières biomasse de la chaufferie des Valendons.

=> Polluants à mesurer

Au vu de ce certificat, la baie d'analyse est certifiée pour les mesures en CO, NO, N2O, SO2, O2 et CO2.

DEMANDE DE COMPLÉMENT : Il est demandé à l'exploitant :

- de justifier que la baie d'analyse est certifiée pour les mesures en NOx (mesure de NO + NO2 dans la mesure où le certificat mentionne N2O et non NO2 ? ou présence d'un convertisseur de NO2 en NO en amont de l'analyseur ? ou autre ?).
- de justifier que les poussières sont mesurées par un dispositif certifié QAL1.
- d'indiquer par quels dispositifs la vapeur d'eau est mesurée, et leur niveau de certification.

=> Étendue de mesure certifiée et plages supplémentaires certifiées

Pour les installations de combustion, l'étendue de mesure certifiée (certification range sur le certificat QAL1) ne doit pas dépasser 2,5 fois la VLE journalière :

- CO : la plage de certification est 0 – 75 mg/m³, ce qui est bien inférieur à 2,5 fois la VLE qui est de 200 mg/Nm³ ;
- NO (sous réserve de la demande de compléments ci-dessus) : la plage de certification est 0 – 200 mg/m³, ce qui est bien inférieur à 2,5 fois la VLE qui est de 400 mg/Nm³ ;
- SO2 : la plage de certification est 0 – 75 mg/m³, ce qui est bien inférieur à 2,5 fois la VLE qui est de 200 mg/Nm³.

Quant à la plage de mesures supplémentaires (supplementary measuring ranges sur le certificat QAL1), pour les installations de combustion, elle doit être supérieure à 2 fois l'étendue de mesure certifiée : les plages de mesures supplémentaires figurant sur le certificat QAL1 transmis pour les polluants ci-dessus sont supérieures à 2 fois les plages de certification.

=> Incertitudes de mesure

Les incertitudes de mesures élargies totales figurant dans le certificat QAL1 ne dépassent pas 75 % des incertitudes élargies fixées par le II de l'article 82 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 pour le CO (incertitude 10 %), les NOx (sous réserve de la demande de compléments ci-dessus) (incertitude 20 %) et SO2 (incertitude 20 %).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Assurance qualité mesure en continu - QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

[...] Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 [...].

Constats : => Chaudières biomasse

L'exploitant a transmis les rapports de réalisation de la procédure QAL2 du 28/10/2020 au 03/11/2020, puis du 19/10/2021 au 25/10/2021 pour les chaudières biomasse.

La procédure QAL2 a été réalisée en 2020 sur les 3 chaudières biomasse, pour les paramètres suivants : CO, NOx, poussières, SO2 et O2. Le rapport conclut que :

- chaudière biomasse 1 :

* les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : O2, CO, NOx, SO2 ;

* Il y avait lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les poussières.

- chaudière biomasse 2 :

* les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : O2, NOx, SO2 ;

* Il y avait lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour le CO et les poussières.

- chaudière biomasse 3 :

* les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : O2, CO, NOx, SO2 ;

* Il y avait lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour le CO.

En 2021, la procédure QAL2 a été réalisée a minima sur les paramètres pour lesquels un nouvel étalonnage a été identifié comme nécessaire en 2020 :

- chaudière biomasse 1 : les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour les poussières.

- chaudière biomasse 2 : les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour O2, CO, NOx et les poussières.

- chaudière biomasse 3 : les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être intégrées dans le système d'exploitation pour CO et les poussières.

Il apparaît ainsi, qu'entre 2020 et 2021, l'ensemble des paramètres pour lesquels une mesure en continu est prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation, un étalonnage de l'appareil de mesure a été réalisé et a conclu au respect des critères de variabilité et à la possibilité d'intégrer les fonctions déterminées dans le système d'exploitation.

L'exploitant indique que les courbes d'étalonnage obtenues lors des procédures QAL2 de 2020 et 2021 ont été implémentées dans la baie d'analyse, car l'entreprise en charge des baies est présente lors de la réalisation des procédures QAL2. Toutefois, il a indiqué que les courbes implémentées ne sont pas visibles, il n'a donc pas été possible de le contrôler lors de la visite.

DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de justifier que les courbes d'étalonnage obtenues lors des procédures QAL2 ont bien été implémentées dans la baie d'analyse des installations.

NON CONFORMITÉ : Comme indiqué à l'exploitant lors de la visite de 2019, en cas de procédure QAL2 non conforme, des actions correctives doivent être mises en place et une nouvelle procédure doit être réalisée dans un délai de 6 mois (cf. FD X 43-132). Un an s'est écoulé entre la procédure QAL2 de 2020 au cours de laquelle des non conformités ont été relevées, et la procédure de 2021.

=> Chaudière gaz

L'exploitant a transmis le rapport de réalisation de la procédure QAL2 du 12/04/2022 au 14/04/2022 pour la chaudière gaz. Il conclut que :

- les réponses respectaient les critères de variabilité et les fonctions déterminées pouvaient être

intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : O2, CO ;
- Il y avait lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les NOx.

NON CONFORMITÉ : L'exploitant a indiqué qu'une intervention a été réalisée pour essayer de réparer l'analyseur de NOx, mais que la réparation n'a pas tenu et qu'il n'est plus possible de réaliser d'étalonnage pour les NOx.

Il a précisé qu'une nouvelle baie a été budgétée pour 2023 et a présenté à l'inspection le devis

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Assurance qualité mesure en continu - QAL3 et AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>[...] l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Constats : => QAL3</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, la procédure QAL3 est réalisée automatiquement par la baie d'analyse, raison pour laquelle il n'a pas transmis de rapport de réalisation de procédures QAL3. Il ajoute qu'il est informé par une alarme en cas de dérive uniquement.</p> <p>La procédure QAL3 est un contrôle qualité réalisé sous la responsabilité de l'exploitant. Quand bien même certaines opérations seraient réalisées automatiquement, la procédure QAL3 doit faire l'objet d'une procédure de gestion comprenant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériels et matériaux de référence utilisés ; - la périodicité des mesures ; - les règles de décision en vue d'un ajustage ou d'une maintenance (atteinte des limites de la carte de contrôle) ; - manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre. <p>Par ailleurs, la périodicité des contrôles QAL3 doit correspondre à l'intervalle de maintenance déterminé lors du contrôle QAL1 ou selon une méthodologie justifiée.</p> <p>DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de justifier que la procédure QAL3 est réalisée automatiquement, d'indiquer comment il a connaissance des résultats, et de préciser la procédure de gestion qu'il a mise en place pour répondre aux attendus minimums ci-dessus.</p> <p>=> AST</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de la vérification annuelle des appareils de mesure en continu (procédure AST) pour les chaudières biomasse réalisée du 19/10/2021 au 25/10/2021, pour les paramètres pour lesquels la procédure QAL2 avait permis de déterminer la courbe d'étalonnage en 2020 (les autres paramètres ayant fait l'objet d'un nouveau QAL2).</p> <p>Ce rapport conclut, pour l'ensemble des paramètres concernés sur chacune des 3 chaudières biomasse, que les réponses respectent les critères de variabilité et de justesse, et que les fonctions déterminées lors du QAL2 sont toujours exploitables.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de respect des VLE des rejets atmosphériques - mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 82
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les trois conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission. <p>Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt et les périodes visées à l'article 66.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite, la non-conformité suivante a été identifiée : l'exploitant devait vérifier l'ensemble des critères de respect des valeurs limites d'émission définis ci-dessus. Il devait également définir les périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations, périodes qui sont exclues pour établir la conformité de l'installation aux valeurs limites d'émission.</p> <p>La baie d'analyse a été changée fin 2020. Les résultats des mesures en continu analysés par échantillonnage n'appellent pas de remarques quant à l'application des conditions ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Auto surveillance des rejets atmosphériques – Mesure annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.1.1 et 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.1.1</p> <p>Les paramètres listés (points de rejets 1 à 4) ci-dessous font l'objet d'une mesure annuelle par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>Article 3.2.3</p> <p>Vitesse mini d'éjection en m/s :</p> <p>Conduit n°1 (chaudière biomasse) : 8 m/s</p> <p>Conduit n°2 (chaudière biomasse) : 8 m/s</p> <p>Conduit n°3 (chaudière biomasse) : 8 m/s</p> <p>Conduit n°4 (chaudière gaz naturel) : 8 m/s</p>
<p>Constats : Depuis la dernière inspection réalisée en mars 2019, l'exploitant a fait réaliser un contrôle des rejets atmosphériques du 26/10/2020 au 04/11/2020 et du 18/10/2021 au 25/10/2021.</p> <p>Ces mesures ont été réalisées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, en s'appuyant sur d'autres organismes agréés par le ministère au besoin.</p>

<p>Lors de la précédente inspection, il avait été rappelé à l'exploitant qu'il doit faire réaliser les mesures dans des conditions représentatives du fonctionnement des chaudières, notamment à des allures plus importantes de fonctionnement (notamment afin de vérifier le respect des vitesses d'éjection).</p> <p>Lors du contrôle annuel de 2021, les mesures ont à nouveau été réalisées lorsque certaines chaudières fonctionnaient à faible charge (entre 40 % et 75 %) : NON CONFORMITÉ : il apparaît que les vitesses d'éjection de gaz ne sont pas respectées lorsque les charges sont faibles (de l'ordre de 7 m/s pour les charges de l'ordre de 50 % à 60 %, de l'ordre de 3 m/s pour les charges autour de 40 %).</p> <p>Il a donc à nouveau été rappelé à l'exploitant qu'il doit faire réaliser les mesures dans des conditions représentatives du fonctionnement des chaudières, notamment à des allures plus importantes de fonctionnement (notamment afin de vérifier le respect des vitesses d'éjection).</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après [...]</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite, il a été demandé à l'exploitant de préciser la méthode utilisée pour déterminer les flux annuels de polluants atmosphériques déclarés dans l'application GERE.</p> <p>Par courrier du 10/07/2019, l'exploitant a transmis des éléments de réponse généraux ne permettant pas d'appréhender la méthode utilisée, ni d'analyser les déclarations réalisées.</p> <p>La déclaration GERE de 2021 apparaît basée sur les données de mesures en continu, et les émissions annuelles déclarées semblent cohérentes avec l'autosurveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : [tableau : Prélèvement maximal annuel dans le réseau public de la commune de Dijon(m³) : 600 m3]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement.</p> <p>Constats : NON CONFORMITÉ : Les rapports annuels transmis par l'exploitant indiquent un prélèvement d'eau de : - 2020 : 5 637 m³ d'eau adoucie pour le remplissage du réseau de chaleur + 1 572 m³ correspondant aux usages domestiques - 2021 : le compteur d'eau brute situé à l'entrée du site était hors service depuis avril 2021, seul le volume d'eau adoucie est connu : 6 850 m3</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le compteur d'eau brute à l'entrée du site a été réparé. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les usages domestiques comprennent les dispositifs de refroidissement des cendres sous foyer et sous multicyclone.</p> <p>Comme lors de la visite de 2019, l'exploitant a indiqué que l'augmentation de la consommation d'eau est en partie liée aux évolutions intervenues sur le réseau de chaleur couvrant les secteurs des Valendons, Fontaine d'Ouche et Chenove : il a été maillé et l'injection des appoints en eau ne se fait plus depuis les autres chaufferies urbaines desservant ces secteurs, mais depuis la chaufferie des Valendons. Par ailleurs, l'extension du réseau de chaleur nécessite des appoints d'eau réguliers.</p> <p>NON CONFORMITÉ : Au vu de ces éléments, et de l'augmentation du prélèvement en eau, il apparaît qu'il s'agit d'une modification notable (prélèvement environ 10 fois supérieur à celui autorisé) qui aurait dû être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Observations : Les rapports annuels indiquent, de manière erronée, que le prélèvement autorisé est de 5 021 m3/an.</p> <p>Les grands principes de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 20/05/2022 ont été présentés à l'exploitant au cours de la visite. L'exploitant a par ailleurs été invité à rechercher toute amélioration visant à réduire les prélèvements en eau, en ce sens, l'analyse de la faisabilité d'utiliser de l'eau de pluie pour certains usages (comme le refroidissement des cendres) a été évoquée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre, pour le rejet EI : [Paramètres : Débit, Température, pH, MES, Cd et ses composés, Pb et ses composés, Hg et ses composés, Ni et ses composés, DCO, AOX, Hydrocarbures totaux, Azote total, Phosphore total, Cuivre dissous, Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome), Sulfates, Sulfites, Sulfures, Zinc dissous Fréquence : annuelle]</p> <p>Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre, pour les rejets EP1 et EP2 : [Paramètres : Débit, Température, pH, MES, DCO, Hydrocarbures totaux Fréquence : annuelle]</p>
<p>Constats : NON CONFORMITÉ : Le contrôle annuel des rejets aqueux de l'année 2021 ont été réalisés le 23/06/2022 (la fréquence annuelle n'a donc pas été respectée). De plus, les paramètres suivants n'ont pas fait l'objet d'un contrôle dans le rejet d'eaux industrielles en 2020 et 2022 : débit, température, Pb et ses composés, AOX, Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome).</p> <p>NON CONFORMITÉ : Au vu du rapport d'analyse, le paramètre mesuré est le sulfure d'hydrogène et non les sulfures (code SANDRE : 1355).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Respect des VLE des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.3.9.1 et 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.3.9.1 L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : EI (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) [tableau non reproduit] Article 4.3.11 L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : EP1 et EP2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) [tableau non reproduit]
Constats : Les résultats des analyses des rejets aqueux pour les années 2020 et 2021 (réalisées en 2022) ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limite pour les paramètres ayant été contrôlés.
Observations : Pour le rejet d'eaux industrielles, le rapport du laboratoire joint au rapport annuel de 2020 renvoie à un autre rapport d'analyses pour les AOX, sulfites et sulfures, non joint au rapport annuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Transport des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
Constats : Lors de la précédente visite, il a été constaté la non-conformité suivante : l'exploitant avait fait valoriser des cendres classées en tant que déchets dangereux dans une installation de compostage, sans réaliser d'analyses visant à vérifier la comptabilité des déchets avec le traitement retenu. L'exploitant devait préciser le traitement exact qui a été fait pour ces déchets et devait justifier du caractère dangereux ou non-dangereux de ceux-ci. Aucune réponse n'ayant été apportée par l'exploitant dans son courrier du 10/07/2019, des éléments de réponse ont été demandés au cours de la visite : selon les déclarations de l'exploitant, il s'agit d'une erreur d'imputation du code déchets, les cendres valorisées dans une installation de compostage n'étaient pas des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes : [tableau non reproduit]
Constats : NON CONFORMITÉ : Lors de la précédente inspection, il a été relevé la non-conformité suivante : les cendres sous chaudières et les poussières des cyclones sont entreposées en mélange, contrairement à l'article 5.1.7. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2014. Dans son courrier du 10/07/2019, l'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur de l'arrêté préfectoral d'autorisation et reproduit un extrait du dossier de demande d'autorisation, en demandant la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Au vu des dispositions de l'article 73 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, et des fiches techniques combustion, les cendres sous foyer doivent être récupérées séparément des installations de dépoussiérage, notamment les cyclones. Par ailleurs, le projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 03/08/2018 prévoit d'imposer aux installations enregistrées avant le 01/01/2024, pour les appareils d'une puissance supérieure à 10 MW, la mise en place, au plus tard le 01/09/2024, d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multicyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Au vu de ces éléments, la demande de l'exploitant n'apparaît pas justifiée, par ailleurs, il ne semble pas opportun de modifier les dispositions actuellement applicables avant la publication du nouvel arrêté ministériel. Ce point sera donc traité ultérieurement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet